

ASSEMBLÉE NATIONALE

29 avril 2026

PROTECTION ET SOUVERAINETÉ AGRICOLES - (N° 2632)

Rejeté

N° CE857

AMENDEMENT

présenté par

Mme Trouvé, Mme Abomangoli, M. Alexandre, M. Amard, Mme Amiot, Mme Amrani, M. Arenas, M. Arnault, Mme Belouassa-Cherifi, Mme Bentorki, M. Bernalicis, M. Bex, M. Bilongo, M. Bompard, M. Boumertit, M. Boyard, M. Cadalen, M. Caron, M. Carrière, Mme Cathala, M. Cernon, Mme Chikirou, M. Clouet, M. Coquerel, M. Coulomme, M. Delogu, M. Diouara, Mme Dufour, Mme Erodi, Mme Feld, M. Fernandes, Mme Ferrer, M. Gaillard, Mme Guetté, Mme Hamdane, Mme Hignet, M. Kerbrat, M. Lachaud, M. Lahmar, M. Laisney, M. Le Coq, M. Le Gall, Mme Leboucher, M. Legavre, Mme Legrain, Mme Lejeune, Mme Lepvraud, M. Léaument, Mme Élisabeth Martin, M. Maudet, Mme Maximi, Mme Mesmeur, Mme Manon Meunier, M. Nilor, Mme Nosbé, Mme Obono, Mme Oziol, Mme Panot, M. Pilato, M. Piquemal, M. Portes, M. Prud'homme, M. Ratenon, M. Saint-Martin, M. Saintoul, Mme Soudais, Mme Stambach-Terreiroir, M. Aurélien Taché, Mme Taurinya, M. Tavel et M. Vannier

ARTICLE 16

Compléter cet article par l'alinéa suivant :

« Les entreprises destinataires sont informées de l'origine, de la finalité et des conditions d'utilisation des données ayant permis l'envoi de ces communications. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement vise à garantir la transparence de l'utilisation des données issues du Registre national des entreprises dans le cadre du dispositif prévu par le présent article. En l'état du texte, les entreprises peuvent recevoir des communications de la part de l'administration mais il n'existe aucune information claire sur les conditions dans lesquelles leurs données pourront être mobilisées.

Cette absence de transparence est susceptible de fragiliser la confiance des acteurs économiques dans l'utilisation de leurs données, et de les conduire à l'évitement du dispositif.

Au contraire, en prévoyant une obligation d'information relative à l'origine, à la finalité et aux modalités d'utilisation des données, l'amendement vise à assurer une utilisation conforme aux

principes de protection des données personnelles et créer la confiance nécessaire au bon fonctionnement du dispositif.